



GROUPE CENTRE, DEMOCRATE ET INDEPENDANTS

Conseil municipal du 23 janvier 2010

Intervention de Catherine MORIN-DESAILLY

sur le Budget Primitif 2010

Je vais commencer mon intervention, Madame le Maire, en anticipant sur ce que vous allez encore longuement nous expliquer tout à l'heure pour justifier de la hausse de la fiscalité locale qui reste - avec quelques autres décisions de ce budget - ce qu'il y a selon nous de plus contestable. D'autant plus contestable que vous avez trompé les Rouennais.

C'est la faute de l'équipe municipale précédente qui s'est endettée pour oser tenter de rattraper le retard qui avait été accumulé dans la modernisation de la ville : musées et équipements fermés, reconquêtes de friches industrielles, rénovation des quartiers sensibles, éclairages publics et feux tricolores ? Plan de redressement de Rouen Habitat. Vous continuez à nous en faire le reproche alors que le financement par emprunt était économiquement et socialement justifié. Que n'a t'on pas entendu sur le contrat de partenariat pour l'amélioration de l'espace urbain dont vous tirerez tous les bénéfices d'ici quelque temps ! L'audit qui a été rendu en octobre dernier parle d'un bilan très largement positif !

La situation de la ville est soi-disant catastrophique, vous dites à la presse : « au bord du précipice ! ». L'endettement par habitant est

de 1 558 euros. Or, le taux moyen de notre dette est inférieur à celui de villes comparables et il y a bien des villes où il est supérieur voire nettement supérieur (Tours, Nîmes, Marseille, Nice, Montreuil, Boulogne-Billancourt, St Etienne,...).

Mais nous n'allons pas revenir sur tout ce que nous avons déjà dit à de nombreuses reprises. La situation de notre ville a toujours été très tendue, c'est structurel : celle-ci portant beaucoup de charges de centralité. Et lorsque vous étiez aux responsabilités au Conseil régional ou au Conseil général, vous n'avez absolument pas, bien au contraire, cherché à aider les rouennais : vous l'avouiez vous-même l'an dernier dans le document budgétaire en disant que, pour la première fois, les collectivités participaient à hauteur de 8 millions d'euros.

Et d'ailleurs cette année, vous vous félicitez encore, à plusieurs reprises, tant dans la section fonctionnement que dans la section investissement dans ce document du soutien constant et accru des collectivités partenaires par rapport à la ville centre (p3 p 12) Soutien qui a été constamment refusé de notre temps...

Nous soutenons le choix de sécuriser la dette et de renégocier les crédits, ce que nous aurions également fait, nous l'avons déjà dit lors du document d'orientations budgétaires, nous approuvons aussi le souci de contenir le fonctionnement mais n'acceptons pas la stigmatisation de l'équipe municipale précédente, en ce qui concerne les crédits structurés, vos collègues socialistes d'autres villes ont eu la pudeur de ne pas faire. Il faut souligner que plus de 1 800 collectivités y ont eu d'ailleurs recours.

Après c'est forcément aussi la faute du gouvernement qui se désengage. Mais c'est pire, il y a la suppression de la TP et la réforme des collectivités territoriales !

Nous, nous disons heureusement qu'il y a la suppression de la TP, impôt maintes fois décrié et réformé par d'éminents économistes de votre sensibilité politique, aujourd'hui remplacé par la cotisation

économique territoriale. Cela représentera quelques 12 milliards d'euros pour le monde économique. Le dispositif des nouvelles ressources fiscales a été sécurisé par le Parlement. Les « clauses de revoyure » voulues par le Sénat permettront si la réforme des collectivités proprement dite le justifie une évolution du panier des ressources de chaque niveau de collectivité. Ce dispositif n'aura aucune répercussion sur le budget des ménages comme vous le claironnez partout. Qu'on ne s'y trompe pas vous et vos amis du Département aurez avant cela augmenté la fiscalité.

S'agissant de la réforme des collectivités - dont vous nous avez fait une longue description catastrophiste et outrancière lors du DOB - Madame le Maire, je dirais : Heureusement que nous allons réformer notre organisation territoriale. 83 % de nos concitoyens le jugent d'ailleurs nécessaire, nécessaire... Quand je vois la manière dont vous et vos amis de la gauche mettez en place à la CREA qui va à l'encontre de ce que souhaitent nos concitoyens : plus de simplicité et de sobriété, une répartition des responsabilités moins confuse.

Comment faire comprendre aux rouennais qu'à la ville Madame le Maire tienne un discours d'austérité, de redressement des finances publiques, les taxent et les surtaxent et qu'à l'agglo vice-présidente en charge des finances la même personne signe le chèque de toutes les indemnités des élus dont le nombre est, comparaison à l'appui scandaleusement disproportionné et la répartition des délégations risible ?

On ne peut pas tenir deux discours.

On ne peut pas dire que l'Etat ne cesse de se désengager et tout à la fois se vanter d'un plan patrimoine, dont nous trouvons le détail dans ce budget et dont nous nous réjouissons, qui bénéficie d'une part plus que conséquente de sa part. On ne peut pas dire que l'Etat n'a rien fait pour réagir à la crise et se réjouir en page 12 du remboursement du FCTVA permettant une augmentation des

recettes de l'Etat et donc d'augmenter les investissements et dans les discours en ville inviter ses interlocuteurs à aller admirer les restaurations de la cathédrale dues au seul plan de relance et non à la participation de la ville

Mais c'est vrai c'est plus facile de dire qu'on a pas d'argent ou qu'on ne va plus en avoir pour masquer qu'on a pas de projet ambitieux pour cette ville et ses habitants.

Sur le budget lui-même maintenant : nous avons déjà dit beaucoup de choses lors du débat d'orientation budgétaire :

Nous avons comme vous conscience que le contexte de crise n'est guère favorable et que en dépit des légers frémissements de reprise les conséquences vont encore se faire ressentir pendant plusieurs mois. Il faut en tenir compte aussi comme nous l'avons souligné l'an passé nous regrettons que votre budget municipal ne soit pas plus volontariste. C'est encore le cas cette année, la subvention du CCAS ne bouge pas, les crédits des politiques de la ville se sont contractés (on l'a vu dans le PPI). Je regrette à cet égard qu'aucune somme exceptionnelle n'ait été inscrite -comme nous l'avions demandé- pour agir en urgence sur le quotidien du quartier Grammont.

Voilà pourquoi alors que les rouennais, comme les autres, subissent nécessairement les effets de la crise et ont déjà subi une hausse de 17% de vos amis du Département, nous nous opposons à ce qu'ils subissent maintenant huit points de fiscalité en plus de votre part, huit points qui vont les priver de 30 millions d'euros au terme du mandat.

En prime, cadeau de début d'année, le coût du stationnement aura pratiquement doublé : une mesure anti-économique pour le commerce rouennais déjà touché.

C'est symptomatique, il n'y a -on le notera- pas un mot dans votre budget sur le développement économique et la création d'emplois. A part le rachat du Gaumont République, aucun projet de nature économique n'est prévu. Les choix mêmes effectués pour le Fisac de réfection de rues où le commerce est rare inquiètent les commerçants. Non pas qu'il ne faille pas achever la piétonisation du centre-ville mais il faut le faire sur les budgets correspondants.

Quelques mots supplémentaires sur la structuration de votre budget côté recettes.

Côté fonctionnement la dotation de solidarité de la CREA, vantée comme une bonne raison de s'élargir semble aléatoire vous le dites vous-même.

L'opération *Normandie impressionniste* est citée à plusieurs reprises dans cette partie du budget en plus ou en moins, on ne comprend pas très bien comment tout cela se construit. Forcément, contrairement à ce que nous avons plusieurs fois demandé nous n'avons jamais eu de présentation de l'opération dans son ensemble, hormis celle sur l'exposition et celle portant sur la convention à signer avec l'association.

Même chose pour la restauration scolaire : on veut bien croire qu'on fait des économies mais franchement on se moque de nous quand on songe qu'on nous a fait voter une délibération d'une page et demi sans dossier comparatif et tableaux prospectifs.

Côté recettes d'investissement : il nous semble essentiel de rappeler pour la deuxième année consécutive que la construction de votre budget sur la cession de la plus grande partie de la médiathèque (plus de 6 000 m²) au Département soit 12,5 millions d'euros cette année (20 millions en 2009) est fragile. On connaît les conditions d'improvisation dans lesquelles s'est faite du jour au lendemain la reconversion de bâtiment et le projet de rachat par le Conseil général. Nous vous avons interrogé sur cette procédure

juridique à laquelle vous aviez choisi d'avoir recours pour la vente qui nous semblait poser problème : la VEFA. Vous n'avez répondu ni à nous ni à nos collègues du Conseil général. Or, le recours à la technique de la vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) est prohibé dès lors qu'il a pour conséquence de méconnaître les exigences de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, notamment son article 2 selon lequel *« le maître d'ouvrage est la personne morale mentionnée à l'article premier, pour laquelle l'ouvrage est construit. Responsable principal de l'ouvrage, il remplit dans ce rôle une fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre. »*. Le Conseil d'Etat, par plusieurs arrêts, a posé que les collectivités publiques ne pouvaient recourir à la VEFA pour faire construire un immeuble répondant à leurs besoins propres, c'est précisément parce qu'il s'agit d'un contrat *« dans lequel l'acheteur n'exerce aucune des responsabilités du maître de l'ouvrage »*. Juridiquement, il apparaît donc que la commune n'a pas à supporter les obligations inhérentes à la maîtrise d'ouvrage s'agissant d'un immeuble qui est désormais principalement construit pour le département et les archives.

Que vous souhaitiez réorienter la destination du bâtiment, ce à quoi vous le savez nous sommes très hostiles, soit ; mais que, pour se faire, on ait recours à des procédés juridiques hasardeux, pour s'arranger entre amis, c'est contestable.

Concernant maintenant le chapitre de la déclinaison du budget par pôle :

Même si cette fois nous avons des chiffres, il n'y a aucune présentation hiérarchisée de vos projets au sein de chaque pôle ;

Tout y est mélangé : les investissements du mandat au milieu des subventions de fonctionnement et des notes d'intention. Les projets financés par la Ville et ceux financés par les partenaires.

On trouve par exemple la maison de l'Étudiant, dans laquelle on veut tout mettre paraît-il (espace étudiant, bibliothèque de quartier, galerie photo du pôle image) au milieu de déclaration de préfiguration d'un plan Interreg.

On nous dit qu'on continue à soutenir les associations de manière importante pourtant beaucoup d'entre elles se plaignent de baisses voire de disparitions de subvention (projet foot MJC, Association Rouennaise d'Aide aux Personnes Agées (ARAPA), Centre social du Châtelet...) voire d'une tentative de municipalisation de leurs projets... On ne connaît toujours pas le sort du dispositif Hébergement et d'Accompagnement de la Vie Autonome pour adultes Handicapés mis en place par la précédente municipalité avec l'association VIVENS (géré par la CCAS pourtant soutenu au départ par le Conseil général et les professionnels de santé).

Question sur les AGEMUR : l'an passé vous aviez bloqué l'indexation de la subvention sur l'augmentation du coût de la vie alors que cet engagement figure dans la convention signée en 2007 pour trois ans ?

Et à ce propos où en est la convention pour le FCR ?

Page 22, vous signalez que l'aide de la ville se traduit également par l'aide matérielle et technique très souvent amenée par la ville, nous en sommes d'accord, les associations méconnaissent souvent cet aspect. En revanche, revendiquer la gratuité de l'espace public comme une aide aux manifestations me semble relever de l'absurde. On vous sait obsédée par le gain d'argent : droits de terrasses qui ont doublé pour certains depuis l'an passé, des rentrées des horodateurs et des contraventions mais un tel raisonnement est inquiétant et me pose question quant à votre conception de l'espace public ; faudra-t'il bientôt payer un droit d'entrée pour pénétrer à Rouen ?!

Une bonne chose qui mérite d'être reconduite : le forum des associations.

L'offre de places en crèches est une priorité ; soit ! ce n'est pas nous qui le contesterons ! Mais l'exposé p 23 nous interpelle. On nous y parle d'un partenariat avec la Matmut pour porter la création d'un équipement petite enfance à Pélissier. Nous en sommes d'accord mais pourquoi alors avoir annulé dans des conditions très contestables le projet qui était quasiment achevé de crèche avec le CHU. Mme Lesconec ici-même nous tenait un grand discours - idéologique je dois dire- pour se justifier comme quoi le projet de la ville c'était des crèches municipales point !

Cela veut dire quoi mes chers collègues : que l'esprit de revanche souffle toujours et qu'il faut éliminer le plus de traces possibles des bonnes idées de l'équipe précédente. Qu'a-t-on entendu sur le Cyclic dont on fait aujourd'hui largement la promotion sur le site de la ville.

P32 vous annoncez les projets municipaux du mandat : quelle déception !

Luciline Rives Seine un projet lancé par votre prédécesseur en 2001

L'émergence de l'écoquartier des *Deux rivières* parc naturel urbain et l'amélioration des hypercentres.

Ce n'est pas sur ces trois projets que nous allons vous porter la contradiction.

Mais notons le différentiel avec ce que vous annoncez réaliser dans votre programme, nous vous en épargnerons la liste, car c'est vraiment la montagne qui accouche d'une souris après tout ce temps passé à l'élaboration du PPI.

Une somme de petits projets cela ne fait pas une ville moderne adaptée aux défis de demain.

C'est bien de parler du patrimoine : il est exceptionnel à Rouen mais quid de l'architecture nouvelle ? Ce n'est pas la nouvelle mouture de l'espace Monet qui va exciter les foules ! Une ville ne se construit pas sur la contemplation de son passé : ce sont les rouennais qui le disent eux-mêmes en regardant du côté du Havre.

Les personnels de la ville et les rouennais ne sont pas dupes aujourd'hui de cette escroquerie intellectuelle : dire qu'on avait 100 projets à réaliser, dire qu'on n'augmenterait pas les impôts, dire qu'on serait plus généreux et plus social, quand les faits démontrent le contraire.

Une frilosité , un manque de vision et d'audace qui n'est pas sans rappeler non plus celle du Président de Région qui se vante d'avoir la Région la mieux gérée de France ; si son compte administratif est largement excédentaire chaque année c'est qu'il aura soit pas assez investi soit prélevé trop d'impôts. Sans doute à bonne école c'est vers cette conception de gestion d'une collectivité que vous vous acheminez (c.f le chapitre une ville bien gérée). Avec les résultats qu'on connaît...

Ce déficit d'ambition pour notre ville couplé à l'évolution d'une intercommunalité contestable aujourd'hui dans ses choix a de quoi inquiéter .

Nous le disions déjà l'année dernière vous êtes amenée à gérer le statu quo sous la tutelle du président de la CREA ; désormais les décisions d'aménagement se prennent au-dessus de vous.

En conclusion de votre document, vous dites 2010 est pour Rouen l'année de la Culture ! Soit, il va y avoir une très belle exposition sur les impressionnistes et diverses manifestations. Nous nous en réjouissons. Mais comment peut-on oser dire cela quand par derrière, on demande aux artistes de se produire gratuitement (*J'entends des Voix, les Méridiennes*), quand on cautionne la

disparition du chœur de l'Opéra de Rouen dirigé par Daniel Bargier en fermant les yeux sur les agissements du président de l'Opéra, que dans le budget on ne dit mot de la politique en faveur du théâtre, qu'on se désengage sur l'Opéra lorsqu'on feint de ne pas voir comment se reventile cette provision qui, après tout, devrait revenir aux plus petites compagnies, aux collectifs d'artistes qu'on malmène en les délogeant d'où ils sont installés (je fais bien sûr référence au collectif La Safran) ; les festivals *J'entends des voix* (feu *Voix de Fête*) et les Terrasses du Jeudi qui figuraient l'an passé dans le BP ont aujourd'hui disparu. Enfin, comme beaucoup d'autres services de la Ville, le Département Culture est aujourd'hui un véritable champ de ruines privé de direction dans tous les sens du terme et les personnels comme dans l'ensemble des services de la Ville se disent tous en souffrance.

Madame le Maire : Les rouennais attendent vainement de vous que vous dirigiez notre ville dans son développement. Et vous vous doutez qu'au regard des remarques que nous venons de formuler, nous ne voterons pas ce budget.

Un dernier mot si vous le permettez pour remercier les services de la Ville du travail effectué pour la préparation de ce budget.
